

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JANVIER 1914.

Projet de loi approuvant la Convention internationale de l'opium, conclue
à La Haye, le 23 janvier 1912 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GILLÈS de PELICHY.

MESSIEURS,

Les auteurs semblent d'accord pour affirmer que c'est des îles Philippines et à une époque déjà reculée, que la funeste pratique de fumer l'opium s'est introduite en Chine (3).

La zone actuelle de production du pavot somnifère « *Papaver somniferum* » s'étend sur plusieurs provinces de ce dernier pays, sur les Indes anglaises et, dans une moindre proportion, sur la Perse (4).

La zone de consommation de ce dangereux stupéfiant se restreint heureusement de nos jours ; on peut dire qu'elle ne s'étend plus guère, en Asie, que sur la Chine (92 grammes par an et par habitant), l'Indo-Chine française (6 grammes) et les Indes anglaises (2 grammes).

Jadis elle s'étendait au delà des frontières des pays producteurs de l'opium, notamment sur le Japon, les Indes hollandaises, toute l'Indo-Chine française et Birmane.

Elle gagna même peu à peu, mais sporadiquement, les rivages de l'Europe et de l'Amérique.

L'économiste Ch. Gide, après avoir relaté ce fait, signale l'existence de fumeries d'opium à Marseille et à Brest ; il affirme aussi que Paris n'est pas à l'abri de ce fléau.

L'exposé des motifs du projet de loi, déposé le 4 avril 1911 à la Chambre

(1) Projet de loi n° 7.

(2) La Commission était composée de MM. Mechelynck, président, Borginon, Melot. Persoons et Gillès de Pelichy.

(3) Ch. GIDE, professeur d'économie sociale à la Faculté de droit de Paris. « La lutte contre l'opium ». Etude parue en 1910 dans la *Revue Economique internationale*, tome 4, page 285.

(4) La Perse exporte presque tout l'opium qu'elle produit. (Même source).

française pour combattre le même abus, corrobore cette appréciation ; il indique que les enquêtes et rapports de police ont établi le nombre sans cesse croissant des fumeurs d'opium dans les ports de guerre français. Nous y voyons aussi que Paris a ses fumeries et est gravement atteint de ce mal, « qui annihile les intelligences après les avoir un instant surexcitées, paralyse les énergies, anéantit les initiatives et constitue à la fois un agent démoralisateur et un fléau humain » (1).

Sans doute, et nous avons lieu de nous en réjouir, les mangeurs et les fumeurs d'opium ne se rencontrent pas dans notre pays ; « mais l'on y constate cependant certaines formes d'intoxication chronique, dues à d'autres causes, que la Convention s'attache également à combattre, par exemple la morphinomanie. Les manifestations de cette intoxication sont principalement la cachexie, l'asthésie et l'hébètement. Elle prive de volonté, de courage, ceux qui s'adonnent à cette passion et leur chute progressive, irrémédiable, se complique parfois d'un accès de délire furieux ou de quelques crises convulsives, suivies de mort par congestion ou hémorragie cérébrale ou par syncope cardiaque. » (1)

La lutte fut engagée de bonne heure contre cette pratique nocive ; dès 1729, un édit impérial chinois défendait de fumer l'opium. Il fut matériellement impossible de protéger l'immense territoire de l'Empire du Milieu contre l'introduction clandestine d'une marchandise aussi recherchée ; mais son importation demeura néanmoins interdite sur toute son étendue, jusqu'en 1858, date de l'établissement des droits d'entrée prévus dans un traité conclu avec l'Angleterre.

La même année, dans une convention conclue avec le même pays, le Japon eut recours à des moyens heureusement plus efficaces pour préserver ses frontières contre l'introduction de ce funeste poison.

Des mesures de protection furent encore prises, en 1901, par la Nouvelle-Zélande ; en 1904, par l'Australie ; et, en 1905, par le gouvernement américain, en vue d'enrayer les ravages qui se produisaient dans les Philippines.

L'offre faite, en 1906, par Sir John Merly, alors secrétaire de l'Inde, de favoriser toute tentative sérieuse que ferait la Chine en vue de supprimer le commerce de l'opium, provoqua, de la part du cabinet de Péking, le décret impérial du 20 septembre 1906 « ordonnant, dans un délai de dix années, la suppression complète de la production, de la vente et de l'usage de l'opium dans l'empire chinois ». Puis survint entre les deux gouvernements l'accord du 27 janvier 1908.

L'empire britannique contractait l'engagement de diminuer l'exportation de l'opium, des Indes en Chine, à raison de 10 p. c. par an de réduction sur la moyenne d'importation des années 1901-1903, pendant trois ans, et de renouveler cette obligation de manière à terminer l'exportation au bout de dix années, si la Chine exécutait fidèlement son engagement de supprimer la culture du pavot.

(1) Exposé des motifs du projet de loi.

Loyalement appliqué, ce contrat a été suivi de résultats appréciables.

Les cultures et les fumeries ont été considérablement réduites dans les deux pays.

La loi du 20 juillet 1908 vint à son tour interdire le commerce de l'opium au Canada. Des mesures efficaces furent prises également dans les Indes néerlandaises.

Des arrêtés et des décrets échelonnés entre les années 1907 et 1909 vinrent enrayer les progrès du mal dans plusieurs colonies françaises, notamment en Cochinchine, au Cambodge, dans une partie de l'Annam et à Madagascar.

Les Etats-Unis d'Amérique suivirent de près cet exemple. Une loi de protection y fut votée le 9 février 1909.

La voie était ouverte à une entente internationale. Le 1^{er} février 1909, sur l'initiative des États-Unis, le Congrès de Shanghai réunissait les délégués de l'Allemagne, de la Chine, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon, des Pays-Bas, de la Perse, du Portugal, de la Russie, du Siam et de la Turquie.

Il ne nous déplaît pas de constater qu'en dépit des difficultés que suscitait l'adoption de mesures répressives, pour l'équilibre de maints budgets coloniaux, des propositions empreintes d'une grande largeur de vues et de beaucoup de générosité virent le jour dans cette assemblée. C'est ainsi que le délégué de la Chine put rendre un juste hommage au désintéressement des puissances qui prirent part à la conférence, et tout particulièrement à la magnanimité du Gouvernement de l'Inde. « Je doute, disait-il, que l'action d'aucun Parlement se soit jamais élevée à une telle élévation morale. » Ce compliment n'est pas tout à fait hyperbolique, ajoutait en 1910 Ch. Gide, si l'on réfléchit que non seulement le Gouvernement de l'Inde va sacrifier les 100 millions de francs que représente l'exportation de son opium en Chine, mais encore : 1° que la balance des échanges avec la Chine va être très perturbée par ce gros manquant et qu'il pourra en résulter des inconvénients au point de vue du change; 2° que les terres employées à la culture de l'opium, et sur lesquelles il faudra nécessairement réduire progressivement cette culture jusqu'à suppression, vont perdre la plus grande partie de leur valeur et ne pourront plus payer les mêmes impôts; 3° que les états indigènes, à qui il faudra supprimer aussi le droit d'exportation, réclameront des indemnités.

On ne peut pourtant oublier de faire remarquer qu'à côté des motifs moraux de tout premier ordre, qui bien certainement ont guidé les délégués des Puissances dans leurs délibérations et leur ont inspiré des idées si généreuses, il en existe d'autres, d'ordre purement matériel, mais dont on ne peut pas nier la valeur.

Certaines nations trouvent des compensations aux sacrifices consentis. « Si la Chine n'achète que très peu de marchandises européennes — son importation ne représente que 2 shellings 5 pence (3 francs) par tête, tandis que

1) Exposé des motifs du projet de loi française, projet déposé le 4 avril 1901.

celle du Japon est de 15 shellings 10 pence (20 francs) par tête, — c'est parce que tout son argent est gaspillé en opium. »

Cette remarque fut faite au Congrès de Shangai par un délégué chinois ; et il eut encore soin de faire observer qu'aux dépenses résultant de la consommation proprement dite de l'opium, s'ajoutent des dépenses indirectes, telle que la diminution de la capacité productive qu'il évaluait à 456 millions de taëls (1,600 millions de francs), la perte des récoltes utiles qu'auraient pu produire les terres plantées en pavots, 150 millions de taëls (525 millions de francs), etc. En tout, concluait-il, environ 5 milliards de francs de perdus. C'est donc « l'habitude de fumer l'opium, qui met le Chinois dans l'impossibilité de satisfaire à ses besoins normaux » (1).

Et, par conséquent, si par la suppression, on pouvait donner à la Chine une capacité de consommation égale à celle du Japon, c'est au chiffre colossal de 8 milliards de francs (2,283,000,000 de taëls) que pourrait s'élever son importation (2).

Ce serait donc folie pour les pays d'Europe de renoncer à un pareil débouché pour conserver les bénéfices de la vente de l'opium.

Desirant, comme l'indique le texte même de la Convention, marquer un pas de plus dans la voie ouverte en 1909 par la Commission Internationale de Shangai, et résolues à poursuivre la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine, de la cocaïne, ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substances donnant lieu ou pouvant donner lieu à des abus analogues, les Puissances qui donnèrent leur adhésion à la Conférence Internationale, conclue à La Haye, le 23 janvier 1912, s'engagèrent notamment à prendre des mesures pour contrôler la production et la distribution de l'opium brut, pour empêcher son exportation vers les pays qui en auront prohibé l'entrée et pour contrôler son exportation vers les pays qui en limitent l'importation.

Elles adoptèrent également des dispositions en vue de la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé. L'importation et l'exportation de ce genre d'opium seront interdites. Certaines mesures restrictives et de contrôle seront imposées aux puissances, « qui ne sont pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de ce produit ».

Des lois et des règlements locaux sur les pharmacies, limiteront la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, aux seuls usages médicaux et légitimes.

La Convention prévoit aussi le contrôle de la fabrication, de l'importation, de la vente, de la distribution et de l'exportation de ces produits.

D'autres dispositions visent la prohibition de la contrebande sur le territoire chinois et les colonies de l'Extrême-Orient, la réglementation de la vente et de la distribution de l'opium en Chine, la suppression graduelle des fumeries et des boutiques d'opium dans ce pays, ainsi que le contrôle et les moyens jugés efficaces pour combattre cette funeste habitude.

(1) Ch. GIDE (même source, p. 309).

(2) Chiffres du délégué chinois corrigés par Ch. Gide.

La possibilité de faire édicter des peines contre la possession illégale de l'opium ou de ses dérivés, a été également envisagée. Des mesures locales, à édicter éventuellement, seront présentées par les gouvernements à leurs parlements respectifs, endéans les six mois après l'entrée en vigueur de la convention. Celle-ci sortira ses effets trois mois après que le gouvernement des Pays-Bas aura notifié à toutes les puissances signataires, la date à laquelle il aura reçu le dernier des actes de ratification.

Les puissances signataires de la Convention internationale de l'opium conclue à La Haye, le 23 janvier 1912, furent : l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Russie, le Siam.

Le protocole de signatures complémentaires a été signé par la République Argentine, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark (y compris l'Islande et les Antilles Danoises), la République Dominicaine, la République de l'Equateur, l'Espagne, le Guatemala, la République de Haïti, la République de Honduras, le Grand-Duché de Luxembourg, le Mexique, le Nicaragua, la République de Panama, le Paraguay, le Pérou, la République de Salvador et le Vénézuéla.

Le Gouvernement de S. M. Britannique, qui « au moment de la signature avait réservé l'adhésion de ses possessions non immédiatement voisines de la Chine et n'ayant pas avec celle-ci des relations commerciales suivies, en ce qui concerne l'opium (1) », a depuis lors, adhéré à la Convention pour les Dominions, Colonies, Dépendances et Protectorats suivants : Protectorat de l'Afrique Orientale, Commonwealth d'Australie, Bornéo Septentrional, Brunei, Canada, Chypre, Côte-d'Or, Iles Falkland, Iles Fidji, Gambie, Gibraltar, Protectorat des Iles Gilbert et Eellis, Jamaïque, Johore, Kedah, Kelantan, Protectorats Malais, Malte, Nigérie du Nord, Nigérie du Sud, Nouvelle-Zélande, Nyassaland, Perlis, Sainte-Hélène, Protectorat des Iles Salomon, Sarawak, Seychelles, Sierra-Léone, Somaliland, Terre-Neuve, Trengganu, Trinidad et Uganda.

Certains membres de votre commission ont exprimé, Messieurs, le désir de voir poser au Gouvernement les questions suivantes touchant la réserve faite au sujet de l'adhésion du Congo belge à cette Convention internationale.

PREMIÈRE QUESTION.

Quelles sont les raisons pour lesquelles, à la suite des déclarations faites par la Grande-Bretagne, lors de la signature de la Convention Internationale de l'opium, le Gouvernement a réservé l'adhésion du Congo belge à la dite Convention ?

2^{me} QUESTION.

En présence de l'atténuation sérieuse des réserves formulées par la Grande-Bretagne, qui, depuis la signature de la Convention Internationale de l'opium,

(1) Exposé des motifs.

y a adhéré pour nombre de ses Dominions, Colonies, Dépendances et Protectorats, notamment en Afrique, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait désirable de donner également son adhésion à la dite Convention pour notre colonie du Congo ?

Voici les réponses :

Bruxelles, le 15 janvier 1914.

M. le baron Gillès de Pélichy, membre de la Chambre des Représentants, Bruges.

MONSIEUR LE BARON,

J'ai l'honneur de répondre aux questions que vous avez bien voulu formuler dans votre lettre du 13 décembre, à propos de la réserve faite par le Gouvernement du Roi, lors de la signature du protocole complémentaire à la Convention internationale de l'opium, au sujet de l'adhésion du Congo à cet acte diplomatique.

Les réponses ci-après ont été concertées entre mon Département et celui des Colonies.

I.

La Convention Internationale de l'opium a pour but principal d'enrayer l'introduction de cette drogue chez les peuples de l'Asie et de combattre les fumeries d'opium chez ces peuples. Or, ce point n'intéresse guère notre Colonie, qui n'est ni productrice, ni consommatrice d'opium.

Il est vrai que, dans son chapitre 3, la Convention précitée prévoit la réglementation de la vente et de la fabrication de l'opium, de la morphine, de la cocaïne, de l'héroïne et de leurs sels. Mais, au point de vue international, cette réglementation pour la Colonie n'aurait aucune importance.

C'est sans aucun doute pour les mêmes raisons que la plupart des Colonies limitrophes du Congo belge et, notamment, l'Afrique Equatoriale française, n'ont pas fait acte d'adhésion à la Convention de l'opium.

II.

Le Gouvernement du Roi estime qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, d'adhérer pour le Congo à la Convention de l'opium.

En effet, cette adhésion obligerait le Gouvernement de la Colonie, en vertu de l'article 9 de cet acte international, à édicter des lois ou des règlements spéciaux sur la matière. Ces lois ou règlements devraient envisager des contingences hypothétiques et inexistantes dans la Colonie; ils ne pourraient, en un mot, s'appuyer sur aucun fait précis quelconque.

Au surplus, si la situation venait à se modifier, le Gouvernement pourrait user par la suite de la faculté d'adhérer à la Convention pour la Colonie du Congo.

Veillez agréer, Monsieur le Baron, l'assurance de ma haute considération.

DAVIGNON.

Ayant pris connaissance des réponses concertées entre le Département des Affaires Etrangères et celui des Colonies, votre Commission a pris acte, Messieurs, de cette déclaration finale : « Si la situation venait à se modifier, le Gouvernement pourrait user par la suite de la faculté d'adhérer à la Convention pour la Colonie du Congo. »

C'est avec satisfaction qu'elle a constaté l'assentiment donné, le 18 juin 1912, par le Ministre du Roi à la Haye, au nom de la Belgique, à l'œuvre humanitaire entreprise par les Puissances signataires de la Convention du 23 janvier 1912, et c'est à l'unanimité qu'elle vous propose l'adoption du projet de loi qui vous est soumis.

Le Rapporteur,

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JANUARI 1914.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de Internationale Opiumovereenkomst,
op 23 Januari 1912 te 's Gravenhage gesloten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GILLÈS de PELICHY.

MIJNE HEEREN,

Alle schrijvers schijnen het hierover eens te zijn, dat reeds in de oude tijden de noodlottige gewoonte van het opiumrooken uit de Philippijnsche eilanden is overgebracht naar China.

De streek, waar de slaapverwekkende heul « *Papaver somniferum* » thans wordt geteeld, strekt zich uit over verscheidene provinciën van het Chineesche Rijk, over Engelsch-Indië en, in mindere mate, over Perzië (3) (4).

Heden ten dage wordt dit verstompend kruid gelukkiglijk veel minder verbruikt. In Azië, bij voorbeeld, rookt men het nog slechts in China (92 gram per jaar en per inwoner), in Fransch Indo-China (6 gram) en in Engelsch-Indië (2 gram).

Eertijds verbruikte men het buiten de grenzen der landen waar opium wordt voortgebracht, en wel met name in Japan, in Nederlandsch-Indië, in gansch Fransch Indo-China en in Birma.

Op sporadische wijze strekte dat verbruik zich allengskens uit naar de Europeesche en de Amerikaansche kusten.

De economist Ch. Gide (4), die het feit vermeldt, zegt ook dat er opiumkitten bestaan te Marseille en te Brest; zelfs beweert hij, dat Parijs niet verschoond bleef van de plaag.

Deze meening wordt gestaafd door de toelichting van het wetsontwerp, op 4 April 1911 ter Fransche Kamer ingediend tot bestrijding van hetzelfde misbruik. Uit dit stuk blijkt, dat, naar luid van elk ingesteld onderzoek en van

(1) Wetsontwerp, n^o 7.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Mechelynck, voorzitter, Borginon, Melot, Persoons en Gillès de Pelichy.

(3) (4) Perzië voert bijna al het opium uit, welk het opbrengt. (Zelfde bron.)

(4) Ch. Gide, leeraar in de staathuishoudkunde bij de Faculteit der rechten te Parijs. « *La lutte contre l'opium* », studie in 1910 verschenen in de *Revue économique sociale*, d. 4, blz. 285.

de politieverslagen, het aantal opiumrookers gestadig toeneemt in de Fransche krijgshavens. Daarin vinden wij insgelijks, dat er in Parijs opiumkitten zijn, dat het kwaad er erg woedt, een kwaad « dat het verstand verstompt na het een oogenblik te hebben aangeprikkeld, alle veerkracht verlamt, allen ondernemingsgeest vernietigt, de zeden bederft en eene plaag voor het menschedom is » (1).

Voorzeker, en daarover hebben wij ons te verheugen, treft men in ons land noch opiumkauwers, noch opiumrookers aan; « evenwel worden hier waargenomen sommige verschijnselen van chronische vergiftiging, verwekt door andere oorzaken welke de Overeenkomst insgelijks tracht te bestrijden, als bij voorbeeld morphinomanie. Dit soort van vergiftiging uit zich voornamelijk door kwaadsappigheid, asthesie en verstomping. Het ontnemt alle wilskracht, allen moed aan hen die verslaafd geraken aan deze drift, en hun toenemend onvermijdelijk verval gaat soms gepaard met aanvallen van woedenden waanzin of met eenige stuipenerises, die den dood door bloedopdrang, hoofdbloeduitstorting of hartsbezwijming na zich sleept » (1).

Reeds vroeg werd ingegaan tegen dit schadelijk gebruik; in 1729 werd bij keizerlijk edict het opiumrooken in China verboden. Stoffelijk was het onmogelijk, het overgroote grondgebied van het Hemelsche Rijk te vrijwaren tegen den bedekten invoer van eene zoozeer gezochte waar; toch bleef die invoer verboden over gansch zijne uitgestrektheid, tot in 1858, toen invoerrechten werden geheven volgens een met Engeland gesloten verdrag.

Datzelfde jaar had Japan, in eene overeenkomst met hetzelfde land, gelukkiglijk veel doelmatiger middelen aangewend om zijne grenzen te vrijwaren tegen den invoer van dit noodlottig vergif.

Nog andere beschermingsmiddelen werden genomen, in 1901 door Nieuw-Zeeland, in 1904 door Australië en in 1905 door de Amerikaansche Regeering, ten einde de verwoesting, die op de Philippijnsche eilanden heerschte, te voorkomen.

Het voorstel, in 1906 door den toenmaligen secretaris voor Indië, Sir John Merly, gedaan om in de hand te werken alle ernstige poging die China zou aanwenden om den opiumhandel in den grond te boren, lokte vanwege de Chineesche regeering het keizerlijk decreet van 20 September 1906 uit, waarbij « binnen een termijn van tien jaren, wordt bevolen de volstreckte opheffing van de teelt, den verkoop en het verbruik van opium in het Chineesche Keizerrijk ». Nadien sloten beide Regeeringen de overeenkomst van 27 Januari 1908.

Het Britsche Rijk verbond zich, gedurende drie jaren den uitvoer van opium uit Indië naar China te verminderen met 10 t. h. van den gemiddelden invoer in de jaren 1901-1905 en deze verbintenis te vernieuwen op zulke wijze dat de uitvoer volstrekt zou ophouden na verloop van tien jaren, indien China zijne verplichting om de papaverteelt af te schaffen getrouw naleefde.

(1) Toelichting van het wetsontwerp.

Deze overeenkomst werd eerlijk toegepast en leverde tastbare uitslagen op.

In beide landen namen de planterijen en de opiumkitten merkelijk af.

Bij de wet van 20 Juli 1908 werd ook de opiumhandel in Canada verboden. Insgelijks in Nederlandsch-Indië werden doeltreffende maatregelen genomen.

Tusschen de jaren 1907 en 1909 werden besluiten en decreten genomen, waarbij de uitbreiding van de plaag werd tegengewerkt in vele Fransche koloniën, met name Cochinchina, Cambodja, een gedeelte van Annam en Madagascar.

Dit voorbeeld werd op den voet gevolgd door de Vereenigde Staten van Amerika. Op 9 Februari 1909 werd aldaar eene beschermingswet aangenomen.

Zoo was de weg open voor eene internationale overeenkomst. Den 1ⁿ Februari 1909 vergaderden op voorstel van de Vereenigde Staten, op het Congres te Shangaï, de afgevaardigden van Duitschland, China, de Vereenigde Staten, Frankrijk, Engeland, Japan, Nederland, Perzië, Portugal, Rusland, Siam en Turkijë.

Met genoegen doen wij uitschijnen, dat ondanks de moeilijkheden, door het nemen van beteugelende maatregelen verwekt voor het evenwicht van menige koloniale begroeting, in bedoelde vergadering ruime en niterst edelmoedige voorstellen werden gedaan. Zóó kon de afgevaardigde van China eene verdiende hulde brengen aan de onbaatzuchtigheid van de Mogendheden, die deelnamen aan de conferentie, inzonderheid aan de grootmoedigheid van de Indische Regeering. « Ik denk niet, zegde hij, dat welk parlement ook tot zulk eene zedelijke hoogte is gestegen. » Deze lof is wellicht niet overdreven, zegde in 1910 Ch. Gide, zoo men bedenkt dat de Indische Regeering niet alleen afstand zal doen van 100 millioen frank die zij trekt uit haren uitvoer van opium naar China, maar ook : 1^o dat de balans van den ruilhandel met China erge stoornis zal ondervinden door het ontberen van die aanzienlijke som en er voor den wisselhandel bezwaren kunnen uit voortspruiten; 2^o dat de landerijen, waarop opium wordt geteeld en waar men de voortbrenging noodzakelijk van lieverlede moet verminderen tot zij volstrekt is afgeschaft, grootendeels hare waarde zullen verliezen en niet langer dezelfde belastingen kunnen opbrengen; 3^o dat de inlandsche Staten, die eveneens moeten beroofd worden van het recht tot uitvoer, vergoeding zullen eischen.

Toch mag men niet nalaten te doen opmerken dat er, naast de verhevenste moreele redenen die voorzeker de afgevaardigden van de Mogendheden tot leidraad bij hunne beraadslagingen dienden en hun zulke edelmoedige denkbeelden ingaven, er nog andere, van louter stoffelijken aard, bestaan, waarvan de waarde niet te ontkennen is.

Sommige landen vinden vergoeding voor de gebrachte offers. « Koopt China zeer weinig Europeesche waren, — zijn invoer bedraagt slechts 2 shillings 5 pence (5 frank) per hoofd, terwijl die van Japan 15 shillings

10 pence (20 frank) per hoofd bereikt —, dan komt dit hierbij, dat al zijn geld wordt verspild aan opium (1). »

Deze bedenking werd op het Congres te Shangaï uitgebracht door een afgevaardigde van China; deze was er wel voor bezorgd, daaraan toe voegen dat er bij de uitgaven voor het eigenlijk verbruik van opium nog onrechtstreeksche uitgaven komen, zooals bij voorbeeld mindere voortbrengingskracht, door hem geraamd op 456 millioen taels (1,600 millioen frank), verlies van nuttigen oogst welke kon gewonnen worden op de papaverveiden, 150 millioen taels (525 millioen frank), enz. Te zamen, zoo besloot hij, een verlies van nagenoeg 3 milliarden frank. 't Is dus « de gewoonte der Chineezzen om opium te rooken, die het hun onmogelijk maakt hunne gewone behoeften te voldoen (2) ».

Kon men bijgevolg, door de afschaffing van dit gebruik aan China een verbruiksvermogen gelijk dit van Japan verschaffen, zijn invoer zou het overgroot cijfer van 8 milliarden frank (2,285,000,000 taels) kunnen bereiken (3).

Voor de Europeesche landen ware het dus ongerijmd, van dergelijken vertierweg af te zien om de winsten van den opiumhandel te behouden.

Wenschende, zoo luidt de tekst der Overeenkomst, een stap verder te zetten op den weg geopend door de Internationale Commissie te Shangaï, in 1909, en besloten om te ijveren voor de geleidelijke uitroeiing van het misbruik van opium, morphine en cocaïne, alsmede van de uit die zelfstandigheden bereide of afgeleide artsenijen welke aanleiding geven of kunnen geven tot soortgelijk misbruik, verbinden de Mogendheden, die toetraden tot de Internationale Overeenkomst, op 25 Januari 1912 te 's Gravenhage gesloten, zich namelijk tot het nemen van maatregelen van toezicht op de voortbrenging en verspreiding van ruw opium, tot verhindering van zijn uitvoer naar de landen, die den invoer verbieden, en toezicht op den uitvoer naar de landen waar de invoer is beperkt.

Insgelijks namen zij bepalingen aan tot geleidelijke en doelmatige afschaffing van de fabricatie, van den uitlandschen handel en het verbruik van toebereid opium. In- en uitvoer van dit soort opium wordt verboden. Sommige maatregelen tot beperking en toezicht worden opgelegd aan de Mogendheden, « welke nog niet bereid zijn den invoer van dit voortbrengsel onmiddellijk te verbieden. »

Door wetten en plaatselijke reglementen op de apotheken wordt het vervaardigen, verkoopen en gebruiken van morphine, cocaïne en hunne wederzijdsche zouten uitsluitend beperkt tot geneeskundig en wettelijk gebruik.

De Overeenkomst voorziet insgelijks het toezicht op de vervaardiging, den invoer, den verkoop, de verspreiding en den uitvoer van die voortbrengselen.

Nog andere bepalingen bedoelen het verbod van den smokkelhandel op Chineesch grondgebied en in de koloniën van het Verre Oosten, de regeling

(1) Toelichting van het Fransche wetsontwerp, ingediend op 4 April 1901.

(2) Ch. GIDE (zelfde bron, bladz. 509).

(3) Cijfers van den Chineeschen afgevaardigde, verbeterd door Ch. GIDE.

van den verkoop en de ronddeeling van opium in China, de trapsgewijze opheffing van de opiumkitten en opiumwinkels in dat land, alsmede het toezicht en de doelmatig geachte middelen om deze noodlottige gewoonte te weren.

De mogelijkheid om straffen te doen bepalen tegen het onwettig bezit van opium of daaruit vervaardigde stoffen werd insgelijks onderzocht. Bij voorkomend geval zullen de Regeeringen, binnen zes maanden nadat de Overeenkomst in werking treedt, aan hare parlementen plaatselijke maatregelen voorstellen. Deze Overeenkomst treedt in werking drie maanden nadat de Nederlandsche Regeering aan al de onderteekenende Mogendheden heeft bekendgemaakt den datum waarop zij de laatste der akten van bekrachtiging heeft ontvangen.

De Mogendheden, die de Internationale Opiumovereenkomst, op 25 Januari 1912 te 's Gravenhage gesloten, hebben onderteekend, waren : Duitschland, de Vereenigde Staten van Amerika, China, Frankrijk, Engeland, Italië, Japan, Nederland, Perzië, Portugal, Rusland, Siam.

Het protocol van bijkomende onderteekeningen draagt de namen van de Argentijnsche Republiek, België, Bolivia, Brazilië, Chili, Columbia, Costa-Rica, de Republiek Cuba, Denemarken (met inbegrip van IJsland en de Deensche Antillen), de Republiek San-Domingo, Ecuador, Spanje, Guatemala, Haïti, Honduras, het Groothertogdom Luxemburg, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, San-Salvador en Venezuela.

De Regeering van Zijne Britsche Majesteit, die « op 't oogenblik van de onderteekening had voorbehouden de toetreding van hare bezittingen welke niet liggen in de onmiddellijke nabijheid van China en niet met dit land geregelde betrekkingen hebben in zake van opium (1) », sloot zich nadien bij de Overeenkomst aan voor de volgende Dominions, Koloniën, Afhankeijkheden en Protectoraten :

Commonwealth van Australië, Brunei, Canada, Cyprus, Falkland-eilanden, Fidsji-eilanden, Gambia, Gibraltar, Protectoraat Gilbert- en Ellice-eilanden, Goudkust, Jamaïca, Johore, Kedah, Kelantan, Maleische Protectoraten, Malta, Newfoundland, Nieuw-Zeeland, Noord-Borneo, Noord-Nigerië, Nyasaland, Protectoraat Oost-Afrika, Perlis, Sinte-Helena, Protectoraat Salomon-eilanden, Sarawak, Seychellen, Sierra-Leone, Somaliland, Trengganu, Trinidad, Uganda en Zuid-Nigerië.

Enkele leden van uwe Commissie, Mijne Heeren, hebben den wensch uitgedrukt dat de volgende vragen aan de Regeering werden gesteld nopens het gemaakte voorbehoud om Belgisch Congo te doen toetreden tot deze Internationale Overeenkomst.

EERSTE VRAAG.

Om welke redenen heeft de Regeering, na de verklaringen, door Groot-Brittannië afgelegd tijdens de onderteekening van de Internationale Opiumovereenkomst, de toetreding van Belgisch Congo tot bedoelde Overeenkomst voorbehouden?

(1) Memorie van toelichting.

2^e VRAAG.

Denkt de Regeering niet dat het, gezien de gewichtige verzachting van het voorbehoud van Groot-Brittaanië, dat sedert de onderteekening van de internationale Opiumovereenkomst daaraan is toegetreden voor tal van zijn Dominions, Koloniën, Afhankelijkheden en Protectoraten, met name in Afrika, wenschelijk ware insgelijks hare toetreding tot bedoelde Overeenkomst te geven voor onze kolonie van Congo?

Ziehier de antwoorden :

Brussel, 15 Januari 1914.

Mijnheer de Baron Gillès de Pelichy, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, Brugge.

MIJNHEER DE BARON,

Ik heb de eer te antwoorden op de vragen, mij toegericht door uw schrijven van 15 December, naar aanleiding van het voorbehoud door 's Konings Regeering gemaakt, tijdens de onderteekening van het aanvullend protocol, betreffende de toetreding van Congo tot deze diplomatische akte.

Over onderstaande antwoorden zijn mijn Departement en dit van Koloniën het eens.

I.

De Internationale Opiumovereenkomst strekt hoofdzakelijk om te verhinderen dat dit kruid ingang vinde bij de Aziatische volken en er de opiumkitten uit te roeien. Nu, dit is van weinig of geen belang voor onze Kolonie, die geen opium voortbrengt of verbruikt.

Wel voorziet bedoelde Overeenkomst, in haar derde hoofdstuk, de regeling van den verkoop en van de vervaardiging van opium, morphine, cocaïne, heroïne en hunne zouten, doch in een internationaal opzicht levert deze regeling niet het minste belang op voor de Kolonie.

Het is waarschijnlijk om dezelfde redenen dat het meerendeel van de aan Belgisch Congo palende Koloniën, met name Fransch Equatoriaal Afrika, niet zijn toegetreden tot de Opiumovereenkomst.

II.

's Konings Regeering is van oordeel dat er vooralsnu geen reden bestaat opdat Congo zou toetreden tot de Opiumovereenkomst.

Deze toetreding zou immers de Regeering der Kolonie verplichten, krachtens artikel 9 van die internationale akte, bijzondere wetten of reglementen op dit stuk uit te vaardigen. Deze wetten of verordeningen zouden moeten doelen op onderstelde en in de Kolonie niet bestaande toestanden; kortom, zij kunnen niet steunen op om 't even welk bepaald feit.

Mocht er overigens verandering komen in den toestand, dan kan de Regeering later gebruik maken van het recht om voor de Congo-Kolonie toe te treden tot de Overeenkomst.

Aanvaard, Mijnheer de Baron, de betuiging van mijne hoogachting.

DAVIGNON.

Nadat uwe Commissie inzage had genomen van die antwoorden, ontworpen tusschen het Departement van Buitenlandsche Zaken en dit van Koloniën, nam zij akte van deze slotverklaring : « Mocht er verandering komen in den toestand, dan kan de Regeering gebruik maken van het recht om voor de Congo-Kolonie toe te treden tot de Overeenkomst. »

Met voldoening stipte de Commissie aan, dat 's Konings Gezant te 's Gravenhage, op 18 Juni 1912, namens België is toegetreden tot het menschlievend werk, ondernomen door de Mogendheden die de Overeenkomst van 25 Januari 1912 onderteekenden. Ook is het met eenparige stemmen dat zij u voorstelt, het u voorgelegd wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

CH. GILLÈS DE PELICHY.

De Voorzitter,

MECHELYNCK.

